

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0113 K 87909
ISSN : 1951-4727

N°1096 du 19 novembre 2011

Hebdomadaire 1,50 €



AIDE TOI LE CIEL T'AIDERA

C'est la moralité de la fable du charretier embourbé. Quand on est en difficulté, il faut faire un effort et ne pas s'en remettre à l'intervention miraculeuse de la Providence, ni attendre le secours des autres.

Nos dirigeants feraient bien de s'en inspirer. Ils sont embourbés, et mal conseillés par la peur économique et politique. Ils cherchent une bouée de sauvetage du côté de l'Europe, mais ce n'est pas la solution : seul un sursaut français peut sauver la France.

La peur économique est légitime. D'une part la croissance est en panne, avec pour corollaire un chômage en hausse. Après avoir calculé un budget avec une hypothèse de croissance de 1,75 % en 2012, il a fallu le réviser sur la base de 0,9 %. Encore cette révision pourrait-elle être à nouveau révisée. Sans doute François Barouin, dans sa candeur (ou son habileté) extrême nous persuade-t-il qu'avec 0,4 % de croissance pendant le 3ème trimestre qui s'achève nous sommes à l'abri de toute mauvaise surprise, mais il est bien le seul de son avis.

Autre peur économique : l'accroissement des taux d'intérêt auquel l'Etat français (l'Agence du Trésor) doit emprunter chaque jour pour faire face aux dépenses courantes. Le seul fait de passer de 1,5 % à 3,5 % va alourdir la charge de la dette en 2012. En supposant que l'on n'emprunte pas davantage qu'en 2011, soit 240 milliards, les deux points de supplément d'intérêt représentent à eux seuls 4 milliards et demi d'euros, qui viendront s'ajouter aux 49 actuels.

AU SOMMAIRE DU N°1096 :

EDITORIAL :

CONJONCTURE :

SE PASSER DE L'ETAT :

ACTUALITÉ :

PORTRAIT :

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40€)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

La peur économique est peu de choses en comparaison de la peur politique. D'une part, une croissance ralentie et un chômage accéléré signifient des mouvements sociaux à répétition. Si les salariés du privé n'ont pas l'envie ni la possibilité de descendre dans la rue, les salariés du public, bénéficiant du statut de fonctionnaires, sauront se rendre disponibles, apportant ainsi leur soutien à un François Hollande qui en a bien besoin. D'autre part, le Président et sa majorité ont nourri jusqu'à présent l'espoir de tenir jusqu'au printemps, et de laisser ainsi penser que seul Nicolas Sarkozy serait en mesure de gérer la crise, sauver l'euro et l'emploi : « moi ou le chaos ». Mais, au train où vont les choses, ce pourrait être « moi et le chaos ». Il y a de quoi paniquer dans les rangs du gouvernement et de l'UMP.

Alors, on essaie de chasser les peurs et d'apaiser les esprits en se tournant vers l'Europe. Cette semaine a été marquée par deux tentatives audacieuses pour mettre l'Europe dans le jeu de la France. La première a été celle de Michel Barnier, commissaire au marché intérieur, elle s'inscrit dans la grande pensée politique du moment : mettre fin à la crise ou à une réplique de la crise en renforçant le contrôle sur le secteur financier. Dans le collimateur du Commissaire : les agences de notation dont bien des gens ne doutent pas qu'elles ruinent les Etats en stimulant la spéculation. D'abord les agences se verraient interdire de noter des Etats en difficulté (elles n'auraient plus que le pouvoir de féliciter les Etats peu endettés), et la concurrence devrait être instaurée, avec sans doute la création d'une agence européenne sous contrôle de Bruxelles : on demande à l'écolier de relever lui-même les fautes de sa dictée et de se noter en conséquence. Mais l'idée « innovante, peut-être trop innovante » de Michel Barnier a dû être abandonnée au dernier moment devant l'hostilité générale qu'elle rencontrait.

La deuxième initiative est celle de François Barouin, qui veut faire pression sur la Banque Centrale Européenne pour qu'elle finance directement les Etats en achetant leurs obligations, ce qui en contrepartie

l'amènera à créer une nouvelle masse d'euros. François Barouin s'étonne que la BCE ne soit pas, comme la FED, un « créancier en dernier ressort » capable de secourir les banques imprudentes. Jean Yves Naudet, dans sa chronique de conjoncture, montre l'hérésie et l'irréalisme de tels propos. Mais quand on est aux abois comme le sont nos dirigeants, on imagine des scénarios invraisemblables. La France obligera-t-elle les Allemands à prendre le risque d'une inflation massive ? A juste titre nos voisins voient dans l'inflation la déchéance totale d'une société et la voie ouverte à tous les débordements : Hitler a été le sous-produit de l'hyperinflation de 1927.

Alors, il ne reste plus qu'à nous aider nous-mêmes. J'y insiste : ce n'est pas de réglementation et de contrôle dont l'économie française a besoin, c'est de libéralisation et de motivation. Trois mesures au moins seraient des signes qui pourraient nous éviter les coûts et l'infamie de la perte de notre AAA : rendre au marché du travail sa totale fluidité, comme les Allemands ont su le faire avec les lois Hartz, ensuite cesser de surimposer les entreprises, l'épargne et la réussite et alléger la charge fiscale, comme Reagan l'a fait en 1980, enfin privatiser les services publics et utiliser l'argent de cette privatisation pour réduire la dette, comme l'ont fait Suédois et Canadiens dans les années 1990. Ces trois mesures peuvent être prises en quelques jours, et créer un choc salutaire. Elles doivent encore s'accompagner de l'annonce de réformes structurelles encore plus profondes : sauver les retraites et l'assurance maladie en passant à la capitalisation, mettre fin aux privilèges de la fonction publique, instaurer la concurrence dans le système scolaire et universitaire.

Sans doute faudra-t-il du courage pour prendre ces mesures. Mais il y a urgence. Dans quelques semaines la parole de la France et surtout de ses dirigeants ne sera plus crédible. Le charretier cesse d'implorer le ciel, et s'arc boute pour pousser son chariot embourbé.

Jacques Garelo

SUPER MARIO AIME-T-IL L'INFLATION ?

(71+1 5)16<-6)6<<71; ; -5)16-; (, -8=1; 4- 1-: 67>- 5*:- 2011) 9=- 4K1<)41-6 M):17 D:)/01, ;=:675 5D
 I %=8-: M):17 J ,)6; 4-; 16;<)6+-; -=:78D-66-; ,) 8:1; ;-. ;.76+<176; , - ":D;1, -6< , - 4) B)69=-
 +-6<:)4- -=:78D-66- (BCE), ;=++D,)6<)= F:1)6C4)1; J-)6-C4)=, - &:1+0-<. ! 6)<<-6,)k)>-+ +=:17;1kD
 ;-; 8:- 51E:-; ,D+1;176; : -44-; 4)1; ; -6< 8-:84-?- , +): ,E; 4- 3 67>- 5*:- 14) ,D+1,D ,K) *)1; ; - 4-
 8:16+18)4 <)=? ,1: -+<-=: , - 4) BCE 87=: I 4=<<-: +76<- 4) :D+-; ;176 J, +- 9=1 87=:1)k : -4)6+-: 4K16.4)<176,
 <7=< -6 :D)..1: 5)6< I ;) /:)6, -) , 51:)<176 87=: 4) <:) ,1<176 , - 4) B=6, - ; *)63 J, +K-; <-B-, 1:- 4) 8:17:1kD
 B 4) 4=<<- +76<-: 4K16.4)<176. C75 8:-66- 9=1 87=:). L) 9=-; <176 ,k=6 D>-6<=-4 :<7=: , - 4K16.4)<176 -; <- 6
 <7=: +); 87;D-.

Quelle est la mission d'une banque centrale ?

#=-4 -; < 4- :G4- ,k=6- *)69=- +-6<:)4- ? L- ;
 D+767 51;<-; ;)>-6< , -8=1; *1-6 476/<- 58; 9=-
 I 4K16.4)<176 -; < <7=27=:; - < 8):<7=< =6 80D67-
 5E6- 576D<)1:- I (M1k76 F:1- , 5) 6).

C76<:1):- 5-6< B +- 9=- ; =//D:)1k K-@6-; , 4)
 874k19=- 576D<)1:- , 8): 4-; <)=? ,K16<D:F< 7= 8):
 4) 9=)6<kD , - 5766)1- , -; < 16+)8) *4- , -
 :-4)6+-: 4) +:71; ;)6+- . L) 5766)1- 6K15 87:<-)=
 .76, 9=- 9=)6, -44- -; < 5)4 /D:D- +K-; <-B-, 1:-,
 9=)6, 4) B)69=- +-6<:)4- 5)618=4- <)=?
 ,K16<D:F< 7= +D)<176 576D<)1:- ,)6; 4K-; 87:1: , -
 ; 7=<-61: 4K)+<1>1kD D+767 519=-. A +-; 874k19=-;
 576D<)1:-; I ,1;+:D<1766)1:-; J, 4)1; ;D-; B 4)
 .)6<1;1- , - 4) B)69=- C-6<:)4- , 14 .)=< ;=*; <1-
 <=-: =6- 874k19=- I)=<75)<19=- J, +' -; <-B-, 1:-
 =6)++:71; ; -5-6< :1);766) *4- -< :D/=41:- , - 4)
 5) ; ; - 576D<)1:- : -6 9=-49=- ; 7:<- I : -584)-
 +-: 4- /7=>-:6=-: , - 4) B)69=- +-6<:)4- 8): =6-
 -?876-6<1-44-J. L) 5-144=-: - ; 74=<176, B 4)9=-44-
 76>1-6, :) <G< 7=<): , , - :) ; 7:<1: , =; @; <E5 -
 , - B)69=-; C-6<:)4-; 87=: 16;<)=:-: =6-
 +76+<:-6+- -6<:- 5766)1-; D51; -; 8): , -;
 *)69=-; 7=:D; -)=? , - *)69=-; 8:1>D-; .

M)1; 87=: 4K16;<)6<, 4-; *)69=-; +-6<:)4- ;
 -?1;<-6< ; 14 .)=< .)1:-)>-+ . L) BCE) =6 ; <)<=< ,
 8:D>= 8): 4-; <:)<1kD; -=:78D-6; , 9=1 ; - :)8-
 8:7+0- , - +-4=1 , - 4) B=6, - ; *)63)44-5)6, - :
 -44- -; < 16, D8-6,)6<- , - ; /7=>-:6-5-6<; <-
 , 76+ , - ; 8:-; ;176; 874k19=-; . K-6 , D84)1; -)=
 " :D;1, -6< %) :37A@,)= G20 7= B 4) C75 51; ;176
 -=:78D-66- , <)<=<1:- 5-6< 8-; ;766- 6- 8-=<
 4=1 , 766-: , K7: , :- . %) 51; ;176 -; < , D.161- 8): 4- ;
 <-?<-; : I L17*2-+<. 8:16+18)4 , = %EBC (%@; <E5 -
 -=:78D-6 , - *)69=-; +-6<:)4-; , BCE -<
 *)69=-; 6)<176)4-;) -; < , - 5)16<-61: 4) ; <) *14kD
 , - ; 8:1? J , , 76+ , kD>k-: <7=<- 16.4)<176. C- 6K-; <
 , 76+ 8) ; , - :-4)6+-: 4K16.4)<176.

CK-; < + - 9=K) -; ;)@D , - .)1:- 4) BCE 8-6,)6<
 , - ;)66D-; . C-: <-; , 76 8-=< , 1; +=<-: 4)

<-+0619=- (4- 5)61-5-6< , -; <)=? ,K16<D:F<
 8:D:D:D B 4) 415k)<176 , - 4) 5) ; ; - 576D<)1:-
 D51; -). ! 6 8-=<)=; ; 1, 1; +=<-: , - 4K7*2-+<. : 8) ;
 =6- 16.4)<176 6=44- , 5)1; =6- 16.4)<176 1 5)1k:1; D- J,
 6- , ->)6< 8) ; , D8) ; ; - : 2% 8):) 6. M)1; +-<
 7*2-+<.) D<D -6 /:7; ; <<-16<. L16.4)<176 57@-66-
 ,)6; 4) A76- -=:7) 8:-; 9=- <7=27=:; D<D
 16.D:1=-: - B 2%, (0,3% -6 2009) 66D- , -
 :D+-; ;176, 1,6% -6 2010).

Les politiques monétaires non conventionnelles

D-8=1; .7:< 476/<- 58; , 4-; *)69=-; +-6<:)4- ;
 6)<176)4-;)>)1-6< 8:1; 9=-49=- , 1;<)6+-)>-+
 4=-: 51; ;176 <:) , 1<1766-44- , 87=: , ->-61: , - ;
 I 8:F<-=: ; -6 , -:61-: : -; ; 7:< J : -44- ; :-16)6-
 C)1-6< 4-; *)69=-; I , - ; -+76, :) 6/ J
 -6/) /D-; ,)6; , - ; 78D:)<176; , - +:D, 1k
 9=K-44-; 6- 87=>)1-6< 5-6-: B 4-=: <-: 5- (8):
 5)69=- , - .76, ; 8:78-; 7= , - 419=1, 1kD; .

CK-; < D>1, -6< 87=: 4) FED)=? E<)< ; ' 61; . ! 6
 8-=< :- 576<-: 2=; 9=KB A44)6 G:-6; 8)6 -6
 2001, 9=1) >74=6- 874k19=- I , K) / -6< .) +14- J
 87=: D>k-: 4) :D+-; ;176 ,)6; =6 8)@; ; -+7=D
 8): 4K)<<-6<)< , - ; 87=: ; J=5-44-; . E6; =1<- , 4)
 FED) 87=: ; D 4-; *)69=-; B)++7: , - ; -;
 +:D, 1k; 15 57*141-; ;)=? 5D6) / -; 676 ; 74>) *4- ; ,
)>-+ 4K-6<- 51; - , - ; -=?) / -6+-; F)66@ M) -
 -< F:- , , @ M) +: >714B 4) +:1; - , - ; ; *8:15 -; .

D-8=1; , -=?)6; , 4-; 874k19=-; , - :-4)6+-
 * = , /D<)1:- 76<) / / :)>D 4-; , -<<-; ; 7=>-:)16-; ;
 -< 4- 8):) , 7? -) D<D 9=- 4-; /7=>-:6-5-6<; ; -
 8:D; -6<-6<)=27=: , K0=1 -6 ;)=>-=: ; , K=6- .)1441<-
 9=K14; 76< 8:7>79=D- . %K-; < /D6D:)41; D-)47: ;
 =6- 874k19=- 576D<)1:- I 676 +76>-6<1766-44- J :
 =6 :) +0)< 5) ; ; 1. , - , -<<- 8=*419=- 8): 4)
 B)69=- +-6<:)4- , 9=1 D5-< B +-<<- 7++); 176 , -
 4) 5766)1- . CK-; < 4- .) 5-=? 51:)>+ , - 4K0D41-
 +78<E: - : , - ; *144-< ; <75 *D; , =+1-4:) 5E6-6< 4- ;
 - 58471; -< 4) +:71; ;)6+- , <7=< -6 ;)=>)6< 4- ;
 E<)< ; .

L) BCE B ;76 <7=:)=:)1<-44- 7=*41D ;76 7:<07-
 ,7?1- 576D<)1:- << ;76 16, D8-6,)6+- ? D-8=1;
 9=-49=-; 571; -44-) *)1; ;D ; -; <)=? , K16<D:F<
 ,)6; 4K144=;176 , - ;7=<-61: 4) +:71; ;)6+-, 8=1;
 -44- ;K-; < 51; - B ;76 <7=: B :) +0<-: 4-; , -<<-;
 ;7=>-:)16-; 4-; 5716; ;74>) *4-; , /:-+9=-,
 87:<=/)1; -; -; 8)/674- 7=1<)41-66- . - , ->:)-<
 -44- 8) ;)=; ;1 :-.16)6+-: 4-; *)69=-; 8:1>D-;
 +:D,1<:1+-; , -; , -<<-; ;7=>-:)16-; ? LK)>-61: -; <
 -6<:- 4-; 5)16; , = 8:D;1, -6< D:) /01.

Qui croire ? Super Mario ou M. Draghi ?

LK):>D- , - I ;=8-: M):17 J) D<D 5):9=D- 8):
 4K) *)1; ; - 5-6< , - 1,5% B 1,25% , = 8:16+18)4
 <)=? , 1:-+<-=: E6 7=>:)6< =6 8- = 84=; 4-;
 >)66-; , = +:D,1< 4- 67=>-) = 8:D;1, -6< , 71<
 8-6; -: 9=- 4K16.4)<176 6- 5-6)+- 8) ; 4) A76-
 -=:7, 5)1;)=; ;1 9=- +-.)1*4- <)=? , K16<D:F<>
)1, -: 4KE=:78- B ;7:<1: , - 4) :D+-; ;176. &7=< -6
 8:7+4) 5)6< ;76 16, D8-6,)6+-, 14 6K-; < 8) ;
 16; -6; 1*4-)= +0)6< , -; ;1:E6-; /7=>-:6-5-6-
 <)4-; 9=1 8:7<-; <-6< , -8=1; , -;)66D-; +76<:-
 4K-=:7 .7:< <- +:)1/6-6< , - +) ; -: =6- :-4)6+-
 8:7*4D5)<19=-. M)1; 4- " :D;1, -6<))=; ;1
 8-: ;D>D:D)>-+ 4-; 5)=>)1; -; 0) *1<=, -; 8:1; -;
)>)6< 4=1. I4 6K) 8) ; :75 8=)>-+ 4-; I 8741<19=-;
 576D<)1:-; 676 ;<)6,):, ; J , - :)+0)< , -;
 , -<<-; 8=*419=-; . I4) 2=;<- :)88-4D 9=- +- 8:7-
 /:) 5 5- D<)1< <- 587:)1:-. &- 587:)1:- 7= 8) ;,
 14 ; - 87=: ;=k. D- 4) ;7:<-; 4) BCE) *)6, 766D,
)= 5716; =6 <- 58; , ;) 8741<19=- ;<)<=<)1:- , -
 4=<<- +76<:- 4K16.4)<176.

C-:<-; , M):17 D:) /01, 9=1 ; - ;)1< ;7=; ;=>-14-
 4)6+- , -; 7:<07, 7?-; , 67<) 5 5-6<)4-5)6, ; ,)
 +75 8-6; D ; -;)<-; 8): , -; , 1; +7=: ;
 :) ; =)6< ; , -?8419=)6< I ;) /:)6, - , 51:)<176
 87=: 4) <:) , 1<176 , - 4) B=6, -; *)63 J -< 5F5-
 87=: 4- I D73<7: &1-<5 -@-: J, 4K)6+1-6 8:D;1, -6<
 , - 4) *)69=- +-6<:4-)44-5)6, -)>)6< 4K-=:7.
 #=1 .) =<-14 +:71:- ? I %=8-: M):17 J 9=1 +0-: +0-
 B :-4)6+-: 4) +:71; ;)6+-, 7= M. D:) /01 9=1 ; -
 8:D; -6<- +75 5- 4- 84=; A44-5)6, , -; k)41-6; ?

L'inflation, une maladie mortelle

%1 4K76 :- /): , - 4) :D)41<D , - 4K16.4)<176, .7:+- -;<
 , - +76;<)<-: 9=K-44- -;<)=27=: ;K0=1)=-, -4B , -
 4) 4151<- , -; 2% .1?D; 8): 4) BCE (+01...- 9=1 6K)
)=+<-6- 2=;<1.1+)<176 ;+1-6<1.19=-: ; -476 4-; , -:
 61-: ; +01...-; , - 4K! CDE (, 7=A- 571; ; -
 <-: 516)6< -6 ; -8<- 5*:-) 4) 0)=; ; - , -; 8:1?)
)<<-16< 3% ,)6; 4) A76- -=:7. ' 6 :)81, - <7=:

,K07:1A76 576<:- 9=- 4-; 8)@; 9=1 8:)<19=-6< 4-
 4)?)1; 5- 576D<)1:- +766)1; ; -6< =6- >:)1-
 87=: ;D- 16.4)<17661;<- L) G:)6, --B:-<)/6- -; <
 B 5,2%, 4-; E<)<:- ' 61; B 3,9%, -< 4) 57@-66-
 , - 4K! CDE -; < B 3,3% ; ,)6; 4-; 8)@;
 D5 -:/-6<; 4) C016-) , H +75 5-6+-: B ; -
 *)<<:- +76<:- 4K16.4)<176, 9=1 -; < B 6,1%, +75 5-
 4- B:D;14 (7,3%), 4KA.:19=- , = ; =, (5,7%), 4K16, -
 (9,0%) 7= 4) \$=; ;1- (7,2%) : 4-; B\$IC% ;76<
 4): /- 5-6<<7=+0D; . I I4; 6- 57=:)1-6< 8) ; <7=; ,
 5)1; <7=; D<)1-6< .:)88D; J.

"7=:<)6< , -6 , D81< , - +-; +01...-; , 14 -;< , - *76
 <76, /7=>-:6-5-6<; -6 <F<- , - ;7=<-61: 9=-
 67=; ;75 5-; 5-6)+D; 8): 4) , D.4)<176. C-=?
 9=1 <1-66-6< +- , 1; +7=: ; >=-4-6< , 1:- -6 .)1<
 9=K14 ; 7=0)1<-6< 4K16.4)<176, +76;1, D:D- 8): -=? ,
 -6 *76; 3-@6D;1-6; , +75 5- 4K)++75 8)/6--
 5-6< 67:5)4 , - 4) :-4)6+- * =, /D<)1:- .
 DK)144-=: ; ,)>-+ =6- 16.4)<176 .7:<-; 4- 871, ; , - 4)
 , -<<- 8=*419=- 6K-;<-14 8) ;)4D/D ? L- M76, -
 6K0D;1<- 8) ; B <1<-: I LK16.4)<176 8-=-<-44-
 :D;7:*:- 4-; , -<<-; 8=*419=-; ? J. CK-; < =6-
 5)61E:- , 1; +:E<- , - >74-: 4KD8):/6)6< 9=1)
 +75 51; 4K15 8=: , -6+- , - .)1:- +76.1)6+-)=?
 E<)<: . !6)++-8<-)16; 1 4K1, D- , - I 4K15 8G<
 , K16.4)<176 J, 15 8G< 4- 84=; 162=;<- 8): +- 9=K14
 , 15 16=- 4- 87=>71: , K)+0)< , - +-=? 9=1 6K-6 76<
 8) ; *-) =+7=8, -< 8): +- 9=K14 : =16- 4KD8):/6- -<
 4) 8:78:1D<D.

%=8-: M):17)<-14 +071; 1 ; 76 +) 5 8 ? L) 8: -; ; -
 0D;1<- L- F1/):7 <1<- I L) BCE *)1; ; -; -; <)=?
 ,)6; 4) +:)16<- , K=6- :D+-; ; 176 J -< L-; E+07;
 I L) BCE , -; ; -: - 8): ; =:8:1; - 4KD<) = 576D-
 <)1:- 87=: +76<:- =6- :D+-; ; 176 57, D:D- J.
 M)1; D:) /01 4=1-5F5-) :)88-4D 9=- I 4) 51; -
 ; 176 , - 4) BCE D<)1< 4) ; <) *141<D , -; 8:1? J. L-
 M76, - -; < 8-:84-?- , <1<)6< I M):17 D:) /01
 *)1; - 4-; <)=? ;)6; ; KD+):<-: , -; , 7/5 -; , - 4)
 B=6, -; *)63 J : 76 -; <- 6 84-16- +76.=; 176. C-
 27=:6)4 ; =//E:- B M. D:) /01 , - .)1:- I -6+7:-
 =6 8-<1<-..7:< J, - 5847@-: 4K): 5- 576D<)1:- 87=:
 4) :-4)6+- ; 14 4=1 , - 5)6, - , KF<:- =6 8- = 5716;
)44-5)6, -< , - I :-;<-: =6 8- = 1<)41-6 J ! I4 .) =<
 ; 7=0)1<-:) = +76<:)1:- 9=- M. D:) /01 , ; K14 >=-<
 F<:- 4- >:)1 I ; =8-: M):17 J, -6 .) ; - 4- 5716;
 87; ; 1*4-; ; K-6 <1-66-) =:G4- , - 4) BCE .1?D 8):
 4-; <:)1<D; , -< 6K7=*41- 2) 5)1; 9=- 4K16.4)<176 -;<
 =6- 5)4) , 1- 57:<-44- -< 9=- 4) ; <) *141<D , -; 8:1?
 -; < 4) +76, 1<176 , K=6- +:71; ;)6+- D+7675 19=-
 , =:) *4-.

Jean-Yves Naudet

SE PASSER DE L'ETAT : sur la lancée de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie, cette rubrique se propose de présenter les solutions alternatives au tout-Etat. Dans les précédentes Lettres, nous avons traité de l'enseignement, de l'Université, de la protection sociale (santé et retraites) et du logement social. Les « services publics à la française » méritent une attention particulière.

DES CHEMINS DE FER PRIVÉS : MENACE POUR LA SECURITE ?

Jacques Garelo

Les trains anglais déraillent

C'est l'argument massue avancé par tous les adversaires de la privatisation de la SNCF, syndicats en tête. « Privatiser, c'est chercher la rentabilité. Or, la rentabilité s'obtient en sacrifiant la sécurité » disent-ils. Ce brillant raisonnement devrait s'appliquer aux constructeurs de voitures et d'avions, aux boulangers, aux maçons, etc. Cet argument indigent est de plus mensonger. Il y a eu des accidents en Angleterre après 1963, date de la privatisation, parce que la British Rail nationalisée avait un parc roulant vétuste et des rails et signaux en piteux état. Il a été démontré depuis lors que les accidents survenus sur les lignes de la SNCF étaient tout aussi nombreux et graves, supérieurs à ceux que l'on observe dans les autres pays qui ont privatisé les transports ferroviaires : Suède, Allemagne, Pays Bas et Belgique.

L'ouverture à la concurrence

Comme pour les télécommunications, ou la poste, ou l'énergie, les chemins de fer ne sont pas des services publics, mais bien des activités marchandes puisque les clients sont repérables, et peuvent payer un prix. Pourquoi les faire fonctionner avec l'argent du contribuable ?

Ce soi-disant service public est bien « à la française » : il bénéficie d'un monopole protégé par la loi, en infraction depuis vingt ans par rapport à la législation européenne (directive 91/440 instaurant l'ouverture à la concurrence). Cette année encore Bruxelles a enjoint sévèrement Paris de respecter ses engagements.

Sans doute la France a-t-elle consenti, comme le veut la directive, à séparer la gestion des voies et installations (confiée à Réseau Ferré de France - RFF) et le transport de fret et des voyageurs assuré par la SNCF. Mais elle a refusé de donner à la SNCF un statut de société commerciale et la SNCF est toujours à ce jour une administration (EPIC, établissement public industriel et commerciale). Enfin la France devrait accepter de faire circuler sur ses lignes des trains étrangers de marchandises (ce qui s'est fait avec un décalage de 10 ans par rapport aux autres pays, et avec beaucoup d'obstacles) et de

voyageurs (ce qui se fait théoriquement depuis décembre 2009, mais sans réelle portée pratique). Pourtant quel mal y a-t-il à faire rouler des trains italiens sur des voies ferrées françaises ? Trenitalia paie la location des rails et propose pour le mois prochain un Paris Milan Venise.

SNCF : pourrait mieux faire !

Les réticences et les retards accumulés par les autorités françaises n'ont pas pour origine la défense des consommateurs. Depuis plusieurs mois, prendre le train est devenu une aventure : insécurité dans la région Côte d'Azur, rupture de matériel par manque d'entretien, désorganisation qui vaut à des voyageurs de mettre 26 heures pour aller de Strasbourg à Port-Bou. La SNCF fait peu de cas des besoins de ses clients, comme en témoigne la révision à fin décembre 2011 de 93 % des horaires de RER et de 100 % des TGV au prétexte de « cadencement ». Les grèves incessantes et sauvages font le charme des déplacements.

Les dirigeants actuels de la SNCF le reconnaissent : un peu plus de concurrence permettrait de faire évoluer la SNCF dans la bonne direction.

La privatisation remet le train sur les rails

La privatisation ne signifie pas la disparition du transport ferroviaire. Tout au contraire le nombre de voyageurs transportés et le tonnage de fret ont augmenté de près de 20 % dans les pays voisins où la privatisation et la concurrence ont été mises en œuvre. En Angleterre et en Allemagne plusieurs compagnies de trains se sont créées, y compris des compagnies « law cost ». Mais, évidemment, les effectifs ont diminué, et la productivité a augmenté parce qu'au lieu de l'utiliser pour donner des salaires et des avantages sociaux (comme la retraite) aux cheminots, l'argent a été investi dans des équipements mieux adaptés qui permettent de lutter contre la concurrence et de l'avion et de la route. Les performances réalisées par les compagnies privées permettront peut-être d'offrir à tous les Européens un moyen de transport que jusqu'à présent on jugeait non rentable, et qui en réalité peut apporter une solution économique et écologique à l'encombrement de la route et de l'air.

LES SOCIALISTES SOUTIENNENT SARKOZY

La pantalonnade avec les Verts et les votes du Sénat font l' affaire du Président

La cote du Président candidat remonte, et l'espoir renaît dans les rangs de l'UMP. Certes la prestation à la télé de jeudi dernier, que l'on dit réussie, et la nouvelle communication destinée à reconquérir les électeurs de droite y sont pour quelque chose. Mais quel coup de main de la part du Parti Socialiste !

Le « je t'aime moi non plus » avec les Verts a été une pièce à succès. Les accords ont scellé le désaccord – bien qu'il y ait accord sur la réduction du nucléaire. Les négociations ont été menées par Martine Aubry face à Cécile Duflot. Celle-ci a décidé de mener une liste à Paris contre Bertrand Delanoë, en toute amitié. Celle-là a pris un malin plaisir à saboter le dialogue pour nuire à François Hollande, et le texte du PS a oublié de mentionner certaines promesses arrachées par les Verts, comme celles concernant les déchets nucléaires (MOX). Pour couronner le tout Eva Joly, candidate officielle des Verts, refuse de prendre la parole au nom de ses propres amis, et ne participe pas à leurs réunions cette semaine. Il est donc visible que l'alliance conclue n'a qu'une portée électorale, et encore limitée. Elle n'est en rien porteuse d'un programme ni d'un projet de gouvernement (auquel les Verts ne participeront pas).

Quant au Sénat, récemment conquis par le PS, il multiplie les initiatives pour radicaliser des dispositions fiscales et réglementaires déjà hostiles aux contribuables, aux épargnants, aux

entreprises, laissant deviner ainsi les orientations d'une nouvelle majorité socialiste au pouvoir. A l'occasion de l'examen du budget 2012 le Sénat a en particulier « détricoté » la loi TEPA (Travail emploi pouvoir d'achat), votée en 2007 pour neutraliser les méfaits des 35 heures – qu'il aurait été plus simple de supprimer purement et simplement. En particulier les heures supplémentaires bénéficiant d'une exonération de l'impôt sur le revenu doivent disparaître. De même il faut supprimer tous les avantages donnés « au capital », notamment ceux qui sont attribués aux cadres perclus d'impôts : retraites chapeau, bonus, stock options, actions gratuites. Les droits de mutation à titre gratuit doivent aussi être supprimés. Voilà qui annonce « des lendemains qui déchantent », dit l'UMP. Et Le Point de titrer : « Au Sénat, sa Bastille, la gauche prépare sa prise de l'Elysée ». Quant au Sénateur Philippe Marini, président de la Commission des Finances, il a évoqué « un examen de budget inédit, dans une situation inédite et dans un Sénat inédit ».

Pour l'immédiat Nicolas Sarkozy peut donc dire un grand merci au Parti Socialiste, mais il ne doit pas oublier que les adversaires les plus coriaces à sa réélection se trouvent dans son propre camp, dans son propre gouvernement, et dans ses propres initiatives, quand il fait du socialisme et se complaît dans des thèmes de la gauche.

PEUT-ON COPIER LES ALLEMANDS ?

Fiscalité, charges sociales : Le Monde illustre les divergences. Mais est-ce tout ?

C'est une double page bien présentée que propose Le Monde (hier 18 novembre) pour illustrer les divergences en matière d'impôts, de taxes et de cotisations. A l'heure où il n'est question que de convergence entre France et Allemagne, certains chiffres permettent de mesurer tout le chemin à parcourir par les Français pour s'aligner sur leurs voisins, car l'inverse est hors de question. Ces chiffres sont fréquemment repris dans nos colonnes, mais il est bon d'en rappeler quelques-uns :

- les dépenses publiques : 47,9 % du PIB contre 56,6 % ;
- la dette publique (« au sens de Maastricht ») : 80,1 contre 87,6 % ;
- la sécurité sociale : 30 % du total des prélèvements contre 52 % ;
- impôt sur le capital 18 % contre 23 % du total des prélèvements ;

Cependant, ces chiffres ne nous disent pas l'essentiel. Ils sont en effet le sous-produit de

divergences institutionnelles plus profondes, et ils ne concernent que les finances publiques. Les causes ultimes de la (moins mauvaise) santé allemande sont les suivantes :

- il n'y a pas de sécurité sociale centralisée, mais de multiples caisses ; les assurances privées sont présentes sur le marché (Le Monde déplore ce système à double vitesse) ;
- il n'y a pas d'impôt sur la fortune, ni de taxe d'habitation, et le bouclier fiscal est constitutionnalisé ;
- la flexibilité du marché du travail a été restaurée par les lois Hartz voulues par le chancelier socialiste Gerhard Schroëder ;
- un grand nombre de « services publics » ont été privatisés : poste, rail, culture, énergie, etc. ;
- les syndicats sont participatifs et non pas politisés ;
- le contrôle du Parlement sur l'exécutif est réel.

RECONCILIER LES FRANÇAIS ET L'ÉCONOMIE

Pour aimer l'économie il faut la comprendre. Pour comprendre il faut apprendre

Jean Michel FOURGOUS et Olivier DASSAULT, députés qui animent le groupe « Génération Entreprise », ont eu la bonne idée d'organiser mercredi prochain à l'Assemblée Nationale un colloque sur la pédagogie de l'économie. Ils font œuvre d'hygiène publique, une œuvre à laquelle la Nouvelle Lettre et l'ALEPS s'attachent depuis des lustres avec des moyens hélas trop modestes. L'ignorance économique des Français est en effet cause de détresses individuelles, de tensions sociales, d'erreurs politiques. Elle fait le lit du syndicalisme primitif et de l'étatisme ancestral. Nous savons qu'elle prend sa source à trois niveaux : l'enseignement, l'information et l'oligarchie.

L'enseignement de l'économie est un drame dans notre pays. Les manuels scolaires sont des recueils de marxisme à peine démarqué, la formation des maîtres se fait dans des universités où les maîtres eux-mêmes sont ignorants car on les recrute sur des critères idéologiques. Une enquête menée il y a quelques années montrait que les économistes français étaient les plus nuls du monde, et que les étudiants en économie comprenaient moins l'économie que tous les autres étudiants (médecins, littéraires, architectes ou autres).

L'information est diffusée par des journalistes incultes et politisés pour la plupart. Elle empêche le commun des mortels de connaître les faits et leur signification. Les expériences menées par les entreprises qui organisent des formations d'économie générale pour expliquer ce qu'est le marché, l'entreprise, le profit, la mondialisation et la bourse, démontrent qu'il y a une attente de la part du personnel, qui ressent comme une véritable libération d'accéder à une connaissance simple qui leur donne

une clé de lecture de l'actualité économique, et les préserve de la désinformation qui leur est distillée par le discours et la presse des syndicats ou des journalistes syndiqués. Pourquoi davantage d'entreprises ne le comprennent-elles pas ? Sans doute parce qu'elles sont elles-mêmes prisonnières de l'administration et des syndicats. Le silence des organisations professionnelles est assourdissant.

L'oligarchie est nourrie au lait du keynésianisme, et calfeutrée dans l'hexagone. On est persuadé de l'exception française, et c'est « politique d'abord ». Elle est formée dans de grandes écoles où la pensée économique classique n'a pas sa place, et elle s'inscrit dans une tradition séculaire de dirigisme et de mépris pour le marché et la finance. Le passage à l'ENA et à l'inspection des finances détruira inmanquablement les cerveaux. Il y a de quoi être stupéfait de voir le Grand Prix de l'Économie remis cette semaine à un membre de l'Institut à la tête de la banque française la plus visée par les agences de notation, qui explique sagement que la crise est due au tout-marché et en appelle au contrôle de la finance par l'État. Et que dire d'un ministre (de l'Éducation Nationale justement) qui affirme avec conviction et emphase : « L'ère de l'ultra-libéralisme est terminée, nous entrons dans celle du prospérisme ». Prosper youp la boum. Les guignols de l'économie enfoncent le peuple dans le mensonge et l'ignorance, sans doute pour mieux l'asservir. Il faudra bien un jour que les Français soient libérés. La croissance française sera elle aussi libérée du jour où elle ne devra plus rien à l'État.

Jacques Garelo

SUIVEZ L'ÉTOILE DE NOËL

Offrez en cadeau un abonnement à la Nouvelle Lettre

Avec son télescope puissant, Hervé Novelli a invité à redécouvrir la « galaxie libérale ». Plus modestement j'invite les libéraux à suivre avec toute leur foi possible l'étoile polaire du libéralisme, celle qui n'a jamais perdu le nord depuis trente ans : la Nouvelle Lettre.

Noël approche, et vous cherchez des cadeaux bon marché et utiles pour ceux que vous aimez. Je vous propose d'offrir un abonnement d'un an à une ou plusieurs personnes de votre famille, de vos amis et même (pourquoi pas) à votre député ou votre maire. Cet abonnement est à un prix de faveur : 50 euros pour une formule papier de 40 numéros ou 30 euros pour une formule électronique de 40 numéros.

L'an dernier la même proposition avait reçu l'accord d'une centaine parmi vous. Grâce à votre fidélité et à votre engagement, la Nouvelle Lettre a accru cette année le nombre de ses lecteurs de quelque 15 % (le tirage papier est de 1.300, et les envois par courriel d'environ 500). Je vous en remercie très sincèrement.

Je crois que l'étoile de Noël sera de plus en plus visible, et qu'elle finira par guider le peuple vers la vérité. Pour les rois, ce sera peut-être plus long : ils arrivent toujours avec un peu de retard. Mais ils viendront sans doute en 2012 avec des cadeaux faits aux libéraux.

Jacques Garelo

Le bulletin d'abonnement est joint à l'envoi de cette Lettre

La rubrique « Portrait » propose des fiches pédagogiques sur les grands penseurs, dont les idées mènent encore le monde – dans des directions opposées sans doute. Ces fiches permettront peut-être d'améliorer le niveau de culture des jeunes, condamnés à la pensée unique par l'Éducation Nationale. Après 26 économistes, voici une galerie de 25 philosophes qui s'est ouverte avec Platon, Aristote, Cicéron, Augustin d'Hippone, Grégoire VII, Thomas d'Aquin, Machiavel, Jean Bodin, Grotius, Descartes, Hobbes et Locke.

De la science à la théologie

On s'accorde à comparer le génie de Pascal à celui de Leonard de Vinci. Physicien (lois de la pression atmosphérique), mécanicien (peut-être le premier ordinateur mécanique), et surtout mathématicien (participant au développement de la théorie des probabilités et des jeux, où s'illustrent à la même période Fermat, Bernoulli et Thomas Bayes). Mais il n'était ni peintre ni sculpteur. Son talent artistique à lui, ce sera la théologie, à laquelle il consacra la deuxième moitié de sa vie, ayant sans doute fait le tour des connaissances scientifiques de son temps. Il associe alors « l'esprit de géométrie » qui règne dans la science, à base d'ordre et d'organisation, et « l'esprit de finesse » qui fait appel à la fois au cœur et aux sens. C'est dire qu'il refuse le « dualisme » de Descartes, qu'il n'aime pas et dont il n'accepte pas le primat de la raison.

Foi et raison : la recherche de la vérité

« Deux excès : exclure la raison, n'admettre que la raison ». Descartes pensait que l'homme est capable par la raison d'accéder à la vérité infinie, et de découvrir Dieu. « Orgueil », dit Pascal : notre raison nous commande de rechercher Dieu, mais non pas de le comprendre. L'homme dispose d'une raison limitée et doit s'accommoder de l'incertain. Tel est le sens du fameux « pari de Pascal » : on ne risque rien à croire en Dieu, alors que l'on risque à rester dans l'impiété car on se condamne alors à vivre dans un état de misère. Le sort de l'homme, c'est la connaissance limitée. Mais en même temps l'homme est en recherche de vérité absolue.

Cette démarche, dite des « contraires », est caractéristique de la pensée de Pascal : c'est au milieu de deux contraires que se trouve la vérité. Ainsi l'homme est-il à la fois crédule et incrédule, timide et téméraire, vaniteux et modeste, etc. L'anthropologie de Pascal se situe ainsi au confluent du pessimisme de Hobbes (l'homme condamné à la peur et à la violence) et de l'optimisme de Locke (l'homme à la recherche de la concorde et de l'harmonie).

La connaissance résulte de l'étude de ces contraires. « La connaissance de Dieu sans celle de notre misère nous pousserait à l'orgueil, et la connaissance de notre misère sans celle de Dieu nous conduirait au désespoir ».

L'homme est-il libre ?

Si la recherche de Dieu et de la vérité procède à la fois de la raison et de la révélation, l'homme est-il assez raisonnable pour accepter la révélation ? Pascal est janséniste, et la doctrine de Jansen est au catholicisme ce que celle de Calvin est au protestantisme : c'est Dieu lui-même qui fait aux hommes la grâce de les mettre sur le chemin de la vérité. A la différence de ce que professent les jésuites, adversaires des jansénistes, la liberté ne réside pas dans le choix individuel et volontaire du bien (Molina), mais dans la grâce de Dieu, qui appelle personnellement chaque individu vers le bien, libre à chacun de choisir le mal. On trouve ici l'écho de Saint Augustin avec l'idée de la « grâce efficace ». La liberté individuelle est celle de pêcher, et seule la grâce divine peut remettre l'individu dans le chemin de Dieu. Voltaire dira à ce propos que Pascal est un « misanthrope sublime » : ce que l'homme peut faire de bien, il le doit à la seule grâce de



Dieu.

On est ainsi avec Pascal aux antipodes de la raison absolue cartésienne, et il condamne par avance la philosophie des Lumières : « Toutes vos lumières ne peuvent arriver qu'à connaître que ce n'est pas en vous-même que vous trouverez ni la vérité ni le bien ».

La misère d'une humanité déchue

Pascal évoque souvent « notre misère », héritée du péché originel, et ne voit de salut pour l'homme que dans l'amour infini que porte Dieu à ses créatures élues. Par là même, il tourne le dos à l'humanisme qui depuis le Moyen Age a dominé la pensée chrétienne, notamment à travers Saint Thomas d'Aquin. Sans doute Pascal peut-il faire partager sa conception de l'homme à des personnes animées d'une foi intense – des élus de Dieu, si on comprend bien. Mais il écarte du chemin du salut tous ceux qui pensent que l'homme, créé à l'image de Dieu, peut s'en rapprocher en faisant usage de sa liberté pour créer, servir et aimer. Si la vision pascalienne est bien celle d'un homme soumis et médiocre, qui ne pourrait se grandir que par l'obéissance et le mysticisme, elle peut paraître décalée à la veille d'un siècle de révolutions politiques et économiques.